

First Session, Thirty-fifth Parliament,
42-43 Elizabeth II, 1994

Première session, trente-cinquième législature,
42-43 Elizabeth II, 1994

STATUTES OF CANADA 1994

LOIS DU CANADA (1994)

CHAPTER 18

CHAPITRE 18

An Act to amend certain statutes to implement certain provisions of the budget tabled in Parliament on February 22, 1994

Loi modificative portant exécution de certaines dispositions du budget déposé au Parlement le 22 février 1994

BILL C-17

ASSENTED TO 15th JUNE , 1994

PROJET DE LOI C-17

SANCTIONNÉ LE 15 JUIN 1994

SUMMARY

This enactment implements various parts of the February 22, 1994 budget.

In so far as it affects persons employed in the public service, as well as federally appointed judges, Parliamentary agents, the Governor General, the Lieutenant Governors, Parliamentarians, and members of the Canadian Forces and the Royal Canadian Mounted Police, this enactment extends the wage freeze currently in effect for a further two years, suspends the upward movement within salary scales (pay increment increases) for a two-year period and enables incentive payments to be made to indeterminate employees of the Department of National Defence, Emergency Preparedness Canada and the Communications Security Establishment under the Civilian Reduction Program referred to in the budget.

It also fixes a maximum on contributions to provinces under the *Canada Assistance Plan* for the fiscal years after 1994-95 and extends the restrictions on payments to provinces under the *Public Utilities Income Tax Transfer Act*.

It makes permanent the 10% reductions in payments to railway companies under the *Atlantic Region Freight Assistance Act* originally enacted by chapter 13 of the Statutes of Canada, 1993, and increases the reduction in the government share of freight rates under the *Western Grain Transportation Act* from 10% to 15% for crop years beginning on or after August 1, 1994. If the latter amendment is not in force by June 16, 1994, the reduction will only apply to crop years beginning on or after August 1, 1995.

The enactment also authorizes the Canadian Broadcasting Corporation to borrow money.

In so far as this enactment affects unemployment insurance claimants, it establishes a two tier benefit rate: enhanced income protection at 60 per cent for claimants with low earnings and dependants and a basic benefit rate at 55 per cent. It decreases the rate of employees' premiums to three per cent of insurable earnings for 1995 and not more than that percentage for 1996. A new benefit entitlement schedule strengthens the link between work history and duration of entitlement to unemployment insurance benefits and adjusts entitlement when this enactment comes into force. The minimum entrance requirement is increased from ten to twelve weeks of work.

SOMMAIRE

Le texte met en oeuvre différentes parties du budget du 22 février 1994.

Il maintient, pour une période supplémentaire de deux ans, le blocage de la rémunération des salariés de la fonction publique, des juges nommés par le gouvernement fédéral, des mandataires du Parlement, du gouverneur général, des lieutenants-gouverneurs, des parlementaires et des membres des Forces canadiennes et de la Gendarmerie royale du Canada et suspend pour une période de deux ans la possibilité de progresser dans l'échelle salariale (augmentations par échelon). Il permet aux salariés engagés pour une durée indéterminée par le ministère de la Défense nationale, le Centre de la sécurité des télécommunications de ce ministère ou le service de Protection civile du Canada de recevoir des sommes en vertu du Programme de réduction du personnel civil dont il est fait mention dans le budget.

Il fixe un plafond aux contributions versées aux provinces en vertu du *Régime d'assistance publique du Canada* pour les exercices ultérieurs à l'exercice 1994-1995 et rend applicables les restrictions sur les sommes versées aux provinces sous le régime de la *Loi sur le transfert de l'impôt sur le revenu des entreprises d'utilité publique* pour les exercices futurs.

Il fixe de façon permanente les réductions de dix pour cent — établies au chapitre 13 des Lois du Canada (1993) — applicables aux sommes versées aux compagnies de chemin de fer sous le régime de la *Loi sur les subventions au transport des marchandises dans la Région atlantique* et porte de dix à quinze pour cent la réduction de la part des tarifs de transport du grain assumée par le gouvernement en vertu de la *Loi sur le transport du grain de l'Ouest* pour la campagne agricole commençant le 1^{er} août 1994 et les campagnes subséquentes. Si cette dernière modification n'est pas en vigueur le 16 juin 1994, la réduction ne s'appliquera qu'à la campagne agricole commençant le 1^{er} août 1995 et aux suivantes.

Le texte autorise aussi la Société Radio-Canada à contracter des emprunts.

En ce qui a trait à la *Loi sur l'assurance-chômage*, le texte prévoit deux taux de prestations. Un taux de base de cinquante-cinq pour cent et un taux de soixante pour cent établi à l'égard des prestataires à faible revenu ayant une personne à charge.

It also provides that claimants who are suspended for misconduct, who take a leave of absence or who quit their job a few weeks before the end of their employment will no longer be disqualified from receiving benefits for their entire entitlement period; they will, however, not be entitled to benefit while suspended or on leave or while their contract of employment continues. The benefit of the doubt will be given to claimants on these and other issues related to just cause or misconduct, where the evidence is equally balanced.

The enactment also authorizes the establishment and operation of pilot projects to study ways to make the administration of the *Unemployment Insurance Act* more efficient, to improve service to the public or to make that Act more current with industry practices. Such pilot projects could include matters such as earnings reporting history, electronic filing and direct deposit of benefits.

Il prévoit par ailleurs une diminution du taux de cotisation des employés qui s'établit à 3 pour cent des rémunérations assurables pour 1995 et à au plus 3 pour cent pour 1996. Un nouveau tableau illustre la relation qui existe entre les antécédents de travail et la durée de la période de prestations. Un rajustement des périodes de prestations doit s'opérer lors de l'entrée en vigueur des modifications. Le nombre minimal de semaines de travail ouvrant droit à des prestations passe de dix à douze.

Il prévoit également qu'un prestataire suspendu en raison de son inconduite, qui prend un congé ou qui quitte son emploi dans les trois semaines précédant la fin de son contrat de travail ou de son licenciement n'est plus exclu du bénéfice des prestations durant toute sa période de prestations; il n'est inadmissible au bénéfice des prestations qu'au cours de la période de suspension ou de congé ou jusqu'à la fin de son contrat de travail ou la date prévue de son licenciement.

Le texte accorde le bénéfice du doute au prestataire lorsque les éléments de preuve ayant trait à la détermination d'une justification ou d'une inconduite sont équivalents.

Il autorise également la mise en oeuvre de projets pilotes dont le but est d'étudier des alternatives permettant d'administrer la *Loi sur l'assurance-chômage* plus efficacement, d'améliorer le service à la population et d'harmoniser la loi avec les pratiques courantes de l'industrie. Ces projets pilotes pourraient traiter de questions liées aux déclarations des données d'employés, à la transmission de documents sous forme électronique et au dépôt direct des prestations.

42-43 ELIZABETH II

42-43 ELIZABETH II

CHAPTER 18

CHAPITRE 18

An Act to amend certain statutes to implement certain provisions of the budget tabled in Parliament on February 22, 1994

Loi modificative portant exécution de certaines dispositions du budget déposé au Parlement le 22 février 1994

[Assented to 15th June, 1994]

[Sanctionnée le 15 juin 1994]

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, édicte :

SHORT TITLE

TITRE ABRÉGÉ

Short title

1. This Act may be cited as the *Budget Implementation Act, 1994*.

1. *Loi d'exécution du budget 1994*.

Titre abrégé

PART I

PARTIE I

COMPENSATION

RÉMUNÉRATION

1991, c. 30

Public Sector Compensation Act

Loi sur la rémunération du secteur public

1991, ch. 30

2. The definition “employee” in subsection 2(1) of the *Public Sector Compensation Act* is replaced by the following:

2. La définition de « salarié », au paragraphe 2(1) de la *Loi sur la rémunération du secteur public*, est remplacée par ce qui suit :

“employee”
« salarié »

“employee” means any person who performs duties and functions that entitle that person to a fixed or ascertainable amount or rate of pay, but does not include any person to whom the *Locally-Engaged Staff Employment Regulations* apply or any person who is engaged locally outside Canada and whose position is wholly or partly excluded from the operation of the *Public Service Employment Act* under section 41 of that Act;

« salarié » Personne qui a droit à une rétribution ou à un taux de salaire fixe ou vérifiable pour les fonctions dont elle s'acquitte. La présente définition exclut les personnes visées par le *Règlement sur l'embauchage à l'étranger* ainsi que celles recrutées sur place à l'étranger et dont les postes sont exemptés, en tout ou en partie, de l'application de la *Loi sur l'emploi dans la fonction publique* conformément à l'article 41 de cette loi.

« salarié »
“employee”

1993, c. 13,
s. 4(1)

3. (1) Subsection 5(1) of the Act is replaced by the following:

3. (1) Le paragraphe 5(1) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

1993, ch. 13,
par. 4(1)

Extension of
compensation
plans

5. (1) Subject to section 11, every compensation plan for employees to whom this Act applies that was in effect on February 26, 1991, including every compensation plan extended under section 6, shall be extended for a period of seventy-two months beginning on the day immediately following the day on which the compensation plan would, but for this section, expire.

5. (1) Sous réserve de l'article 11, le régime de rémunération en vigueur le 26 février 1991 pour les salariés visés par la présente loi, notamment tout régime de rémunération prorogé en vertu de l'article 6, est prorogé de six ans à compter de la date prévue, en l'absence du présent article, pour son expiration.

Prorogation

No increase in compensation

(1.1) Notwithstanding any provision of this Act other than subsection (1.2) or a provision of any compensation plan, no employee shall be entitled to the incremental increases, including those based on the attainment of further qualifications or the acquisition of skills, merit or performance increases, in-range increases, performance bonuses or other similar forms of compensation that would, but for this subsection, form part of their compensation plan, during the period of twenty-four months beginning on the day on which this subsection comes into force.

(1.1) Malgré toute autre disposition de la présente loi, à l'exception du paragraphe (1.2), ou malgré toute disposition d'un régime de rémunération, les salariés n'ont pas droit aux augmentations d'échelon — qu'elles résultent de l'acquisition d'un niveau de formation ou de compétence supérieur ou soient fondées sur le mérite ou le rendement —, aux augmentations à l'intérieur des fourchettes salariales ni aux primes de rendement, ni aux autres formes de rémunération similaires que comporterait, en l'absence du présent paragraphe, leur régime de rémunération, et ce pendant la période de deux ans commençant à la date d'entrée en vigueur du présent paragraphe.

Maintien de la rémunération

Period not included as experience

(1.2) The period referred to in subsection (1.1) shall not be counted for the purposes of calculating any increase in any form of compensation referred to in that subsection that is based on years of experience.

(1.2) La période visée au paragraphe (1.1) n'est pas prise en compte dans le calcul, en fonction du nombre d'années d'expérience, de l'augmentation de toute forme de rémunération visée à ce paragraphe.

Années d'expérience

1993, c. 13, s. 4(2)

(2) Subsection 5(3) of the Act is replaced by the following:

(2) Le paragraphe 5(3) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

1993, ch. 13, par. 4(2)

Particular case

(3) Each of the compensation plans for the persons mentioned in subsection 3(3.1) that was in effect on December 10, 1992 shall be extended for a period of forty-eight months beginning on the day immediately following the day on which the compensation plan would, but for this subsection, expire.

(3) Le régime de rémunération des personnes visées au paragraphe 3(3.1) en vigueur au 10 décembre 1992 est prorogé de quatre ans à compter de la date prévue, en l'absence du présent paragraphe, pour son expiration.

Cas particulier

1993, c. 13, s. 5

4. Subsection 7(2.1) of the Act is replaced by the following:

4. Le paragraphe 7(2.1) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

1993, ch. 13, art. 5

Extension where conversion or reclassification of a plan

(2.1) Where, before December 10, 1992, the Treasury Board has, pursuant to subsection (2), changed any of the terms and conditions of a compensation plan to implement a new or revised classification standard, the new or revised compensation plan that is in effect as a result of that implementation shall be

(2.1) Dans le cas où le Conseil du Trésor a modifié les dispositions d'un régime de rémunération conformément au paragraphe (2) avant le 10 décembre 1992, le nouveau régime ou le régime révisé qui découle de la mise en vigueur de la norme de classification nouvelle ou révisée mentionnée au paragraphe (2) :

Prorogation en cas de reconversion ou reclassification

(a) extended for a period of forty-eight months beginning on the day immediately following the day on which the compensation plan would, but for this subsection, expire; and

a) est prorogé de quatre ans à compter de la date prévue, en l'absence du présent paragraphe, pour son expiration;

(b) deemed to include a provision to the effect that the wage rates in effect under the plan on the day on which the plan would, but for this subsection, expire shall not be

b) est réputé comporter une disposition prévoyant que les taux de salaire en vigueur à la date où, en l'absence du présent paragraphe, il aurait expiré ne peuvent être augmentés pendant les quatre années qui suivent cette date.

increased for the forty-eight month period immediately following that day.

Idem

(2.2) Where, on or after December 10, 1992 but before the coming into force of this subsection, the Treasury Board has, pursuant to subsection (2), changed any of the terms and conditions of a compensation plan to implement a new or revised classification standard, the new or revised compensation plan that is in effect as a result of that implementation shall be

(a) extended for a period of twenty-four months beginning on the day immediately following the day on which the compensation plan would, but for this subsection, expire; and

(b) deemed to include a provision to the effect that the wage rates in effect under the plan on the day on which the plan would, but for this subsection, expire shall not be increased for the twenty-four month period immediately following that day.

5. The Act is amended by adding the following after section 7:

7.1 Notwithstanding this Act or any other Act of Parliament except the *Canadian Human Rights Act*, the Treasury Board may

(a) fix the terms and conditions of the Civilian Reduction Program arising from the February 22, 1994 budget; and

(b) offer or give, to or on behalf of indeterminate employees of the Department of National Defence, Emergency Preparedness Canada and the Communications Security Establishment who are subject to that Program, payments under the Program.

Civilian
Reduction
Program1993, c. 13,
s. 7

6. Subsections 9(3) and (4) of the Act are replaced by the following:

(3) The wage rates in effect under subsection (2) shall not be increased for the forty-eight month period immediately following the period referred to in that subsection.

No increase in
wage rates

Idem

(4) Notwithstanding any other Act of Parliament, each of the compensation plans for the persons mentioned in subsection 3(3.1) shall be deemed to include a provision to the effect that the wage rates in effect under the

(2.2) Dans le cas où, le 10 décembre 1992 ou après cette date, mais avant l'entrée en vigueur du présent paragraphe, le Conseil du Trésor a modifié les dispositions d'un régime de rémunération conformément au paragraphe (2), le nouveau régime ou le régime révisé qui découle de la mise en vigueur de la norme de classification nouvelle ou révisée mentionnée au paragraphe (2) :

a) est prorogé de deux ans à compter de la date prévue, en l'absence du présent paragraphe, pour son expiration;

b) est réputé comporter une disposition prévoyant que les taux de salaire en vigueur à la date où, en l'absence du présent paragraphe, il aurait expiré ne peuvent être augmentés pendant les deux années qui suivent cette date.

Idem

5. La même loi est modifiée par adjonction, après l'article 7, de ce qui suit :

7.1 Par dérogation à la présente loi ou à toute autre loi fédérale, à l'exception de la *Loi canadienne sur les droits de la personne*, le Conseil du Trésor peut fixer les conditions du Programme de réduction du personnel civil découlant du budget du 22 février 1994 et, conformément à ce programme, offrir ou donner des sommes aux salariés — ou pour leur compte — engagés pour une durée indéterminée par le ministère de la Défense nationale, le Centre de la sécurité des télécommunications de ce ministère ou le service de Protection civile du Canada.

Programme
de réduction
du personnel
civil

6. Les paragraphes 9(3) et (4) de la même loi sont remplacés par ce qui suit :

(3) Les taux de salaire en vigueur conformément au paragraphe (2) ne peuvent être augmentés pendant les quatre années qui suivent l'année visée à ce paragraphe.

1993, ch. 13,
art. 7Maintien des
taux de
salaire

Idem

(4) Par dérogation à toute autre loi fédérale, le régime de rémunération des personnes visées au paragraphe 3(3.1) est réputé comporter une disposition prévoyant que les taux de salaire en vigueur à la date où, en l'absence

plan on the day on which the plan would, but for subsection 5(3), expire shall not be increased for the forty-eight month period immediately following that day.

7. Subsection 11(3) of the Act is replaced by the following:

(3) Every new compensation plan in respect of which this section applies, and every new collective agreement and arbitral award that includes such a plan, shall be

(a) extended for a period of forty-eight months beginning on the day immediately following the day on which the compensation plan, collective agreement or arbitral award would, but for this subsection, expire; and

(b) deemed to include provisions to the effect that

(i) the wage rates in effect under the plan on the day on which the plan would, but for this subsection, expire shall not be increased for the forty-eight month period immediately following that day, and

(ii) the terms and conditions of the plan, collective agreement or arbitral award, other than wage rates, in effect on the day on which the plan, collective agreement or arbitral award would, but for this subsection, expire, shall continue in force without change for the forty-eight month period immediately following that day.

1993, c. 13,
s. 8(2)

Extension

R.S., c. G-9

1993, c. 13,
s. 9

Salary for
1993, 1994,
1995 and
1996

Salary for
1997

Governor General's Act

8. Subsections 4.1(4) and (5) of the Governor General's Act are replaced by the following:

(4) Notwithstanding subsection (1), for each of the twelve month periods beginning on January 1, 1993, January 1, 1994, January 1, 1995 and January 1, 1996, the salary of the Governor General is the same as the salary payable to the Governor General for the twelve month period beginning on January 1, 1992.

(5) For the purposes of calculating a salary under subsection (1) for the twelve month period beginning on January 1, 1997, the salary payable for the twelve month period

du paragraphe 5(3), il aurait expiré ne peuvent être augmentés pendant les quatre années qui suivent cette date.

7. Le paragraphe 11(3) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

(3) Le nouveau régime de rémunération visé au présent article, ainsi que les nouvelles conventions collectives ou décisions arbitrales qui comportent un tel régime :

a) sont prorogés de quatre ans à compter de la date prévue, en l'absence du présent paragraphe, pour leur expiration;

b) sont réputés comprendre une disposition prévoyant :

(i) que les taux de salaire en vigueur à la date où, en l'absence du présent paragraphe, le régime aurait expiré ne peuvent être augmentés pendant les quatre années qui suivent cette date,

(ii) que les dispositions du régime, de la convention collective ou de la décision arbitrale qui ne visent pas les taux de salaire et sont en vigueur à la date où, en l'absence du présent paragraphe, l'un ou l'autre aurait expiré demeurent en vigueur sans modification pendant les quatre années qui suivent cette date.

1993, ch. 13,
par. 8(2)

Prorogation

L.R., ch. G-9

1993, ch. 13,
art. 9

Traitement
pour 1993,
1994, 1995 et
1996

Calcul du
traitement
après le 1^{er}
janvier 1997

Loi sur le gouverneur général

8. Les paragraphes 4.1(4) et (5) de la Loi sur le gouverneur général sont remplacés par ce qui suit :

(4) Par dérogation au paragraphe (1), le traitement du gouverneur général pour chacune des périodes de douze mois commençant respectivement les 1^{er} janvier 1993, 1994, 1995 et 1996 est égal à son traitement pour la période de douze mois commençant le 1^{er} janvier 1992.

(5) Dans le calcul du traitement payable en vertu du paragraphe (1) pour la période de douze mois commençant le 1^{er} janvier 1997, le montant à prendre en compte est celui qui

immediately preceding that twelve month period shall be deemed to be the salary payable under subsection (4).

aura été établi en vertu du paragraphe (4) pour la période commençant le 1^{er} janvier 1996.

R.S., c. J-1

*Judges Act*1993, c. 13,
s. 10**9. Subsections 25(4) and (5) of the *Judges Act* are replaced by the following:**

(4) Notwithstanding subsection (1), the salary annexed to an office of judge for each of the twelve month periods commencing April 1, 1993, April 1, 1994, April 1, 1995 and April 1, 1996 shall be the salary annexed to that office for the twelve month period commencing April 1, 1992.

Override for
1993, 1994,
1995 and
1996Calculation of
salary after
April 1, 1997

(5) For the purposes of determining the salary annexed to an office of judge under subsection (1) for the twelve month period commencing April 1, 1997, the salary annexed to that office for the twelve month period immediately preceding that twelve month period shall be deemed to be the salary determined under subsection (4).

Loi sur les juges

L.R., ch. J-1

1993, ch. 13,
art. 10**9. Les paragraphes 25(4) et (5) de la *Loi sur les juges* sont remplacés par ce qui suit :**

(4) Par dérogation au paragraphe (1), le traitement des juges pour chacune des périodes de douze mois commençant respectivement les 1^{er} avril 1993, 1994, 1995 et 1996 est égal à leur traitement pour la période de douze mois commençant le 1^{er} avril 1992.

Réserve

(5) Dans le calcul du traitement payable en vertu du paragraphe (1) pour la période de douze mois commençant le 1^{er} avril 1997, le montant à prendre en compte est celui qui aura été établi en vertu du paragraphe (4) pour la période commençant le 1^{er} avril 1996.

Calcul du
traitement
après le 1^{er}
avril 1997

R.S., c. P-1

*Parliament of Canada Act*1993, c. 13,
s. 11(1)**10. (1) Paragraph 55(9)(b) of the *Parliament of Canada Act* is replaced by the following:**

(b) for the twelve month periods commencing January 1, 1993, January 1, 1994, January 1, 1995, January 1, 1996 and January 1, 1997, a sessional allowance at the same rate per annum as the sessional allowance payable to each such member for the twelve month period commencing January 1, 1992 under paragraph (a).

1993, c. 13,
s. 11(2)**(2) Subsection 55(10) of the Act is replaced by the following:**

(10) For the purposes of calculating a sessional allowance under subsection (3) for the twelve month period commencing January 1, 1998, the sessional allowance payable for the twelve month period immediately preceding that twelve month period shall be deemed to be the sessional allowance payable under paragraph (9)(b).

Calculation of
allowance
after January
1, 1998*Loi sur le Parlement du Canada*

L.R., ch. P-1

1993, ch. 13,
par. 11(1)**10. (1) L'alinéa 55(9)(b) de la *Loi sur le Parlement du Canada* est remplacé par ce qui suit :**

b) pour 1993, 1994, 1995, 1996 et 1997, une indemnité de session dont le montant annuel est égal à leur indemnité payable pour 1992 en vertu de l'alinéa a).

(2) Le paragraphe 55(10) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

(10) Dans le calcul de l'indemnité de session payable en vertu du paragraphe (3) pour 1998, le montant à prendre en compte est celui qui aura été établi en vertu de l'alinéa (9)(b) pour 1997.

1993, ch. 13,
par. 11(2)Calcul de
l'indemnité
de session
après le 1^{er}
janvier 1998

R.S., c. S-3
1993, c. 13,
s. 12

Salaries Act

11. Subsections 3(5) and (6) of the *Salaries Act* are replaced by the following:

Salary for
1993, 1994,
1995 and
1996

(5) Notwithstanding subsection (2), for each of the 1993, 1994, 1995 and 1996 calendar years, the salary of the lieutenant governor of each province shall be the same as the salary annexed to that office for the 1992 calendar year.

Base for 1997
calculation

(6) For the purposes of calculating a salary under subsection (2) for the 1997 calendar year, the salary annexed to the office of lieutenant governor for the 1996 calendar year shall be deemed to be the salary payable under subsection (5).

Loi sur les traitements

11. Les paragraphes 3(5) et (6) de la *Loi sur les traitements* sont remplacés par ce qui suit :

L.R., ch. S-3
1993, ch. 13,
art. 12

(5) Par dérogation au paragraphe (2), le traitement du lieutenant-gouverneur de chaque province pour chacune des années civiles 1993, 1994, 1995 et 1996 est égal à son traitement pour l'année civile 1992.

Traitement
pour 1993,
1994, 1995 et
1996

(6) Dans le calcul du traitement payable en vertu du paragraphe (2) pour l'année civile 1997, le montant à prendre en compte est celui qui aura été établi en vertu du paragraphe (5) pour l'année civile 1996.

Calcul du
traitement
après le 1^{er}
janvier 1997

PART II

FISCAL ARRANGEMENTS

Canada Assistance Plan

12. Section 5.1 of the *Canada Assistance Plan* is renumbered as subsection 5.1(1) and is amended by adding the following:

R.S., c. C-1

Idem

(2) Notwithstanding sections 5 and 8 and any agreement, the contributions to each province in respect of a year ending after March 31, 1995 shall not exceed the contributions to that province in respect of the year ending on March 31, 1995.

PARTIE II

ARRANGEMENTS FISCAUX

Régime d'assistance publique du Canada

12. L'article 5.1 du *Régime d'assistance publique du Canada* devient le paragraphe 5.1(1) et est modifié par adjonction de ce qui suit :

L.R., ch. C-1

Idem

(2) Malgré les articles 5 et 8 et tout accord, les contributions payables à chacune des provinces pour une année se terminant après le 31 mars 1995 ne peuvent dépasser celles payables pour l'année se terminant le 31 mars 1995.

R.S., c. P-37

Public Utilities Income Tax Transfer Act

13. The portion of subsection 3.1(3) of the *Public Utilities Income Tax Transfer Act* before paragraph (a) is replaced by the following:

1991, c. 51,
s. 5

Application

(3) Subsection (2) applies to a taxation year of a designated corporation that ends after January 1, 1990 if

Loi sur le transfert de l'impôt sur le revenu des entreprises d'utilité publique

13. Le passage du paragraphe 3.1(3) de la *Loi sur le transfert de l'impôt sur le revenu des entreprises d'utilité publique* précédant l'alinéa a) est remplacé par ce qui suit :

L.R., ch. P-37

1991, ch. 51,
art. 5

Application

(3) Le paragraphe (2) s'applique à l'année d'imposition d'une personne morale désignée se terminant après le 1^{er} janvier 1990 dans le cas où :

1993, c. 13,
s. 13

14. Section 3.2 of the Act is replaced by the following:

Further
reductions in
payments

3.2 Notwithstanding sections 3 and 3.1, the amount that may be paid to a province under those sections in respect of a taxation year of a designated corporation that ends after January 1, 1993 shall be reduced by an amount

14. L'article 3.2 de la même loi est remplacé par ce qui suit :

1993, ch. 13,
art. 13

Réduction
supplé-
mentaire

3.2 Malgré les articles 3 et 3.1, le montant qui peut être versé à une province en vertu de ces articles pour une année d'imposition d'une personne morale désignée se terminant après le 1^{er} janvier 1993 est réduit d'un montant égal

equal to ten per cent of the amount that, but for this section, may be paid under those sections.

à dix pour cent du montant qui, sans le présent article, pourrait être versé en vertu de ces articles.

PART III

TRANSPORTATION SUBSIDIES

R.S., c. A-15

*Atlantic Region Freight Assistance Act*1993, c. 13,
s. 14

15. Subsections 4(1) and (1.1) of the *Atlantic Region Freight Assistance Act* are replaced by the following:

Reduced rate
for
compensation

4. (1) The rate of twenty per cent mentioned in the *Maritime Freight Rates Act* in respect of the reduction in tariffs for the preferred movements of traffic described in paragraph 4(1)(b) or (d) of that Act shall be deemed to be twenty-eight and one-half per cent for those preferred movements of traffic, and payments out of the Consolidated Revenue Fund to railway companies by way of compensation for maintaining the reduced rate in respect of those preferred movements of traffic shall be made on the basis of the deemed twenty-eight and one-half per cent rate.

R.S., c. W-8

*Western Grain Transportation Act*1993, c. 13,
s. 16

16. Subsection 55(5) of the *Western Grain Transportation Act* is replaced by the following:

Government
commitment
for 1993-94
crop year

(5) For the purposes of applying the definition “government commitment” in subsection (1) in respect of the crop year beginning on August 1, 1993, the aggregate of the items referred to in paragraphs (a) and (b) of that definition shall be deemed to be ninety per cent of the aggregate as otherwise determined.

Government
commitment
for
subsequent
crop years

(6) For the purposes of applying the definition “government commitment” in subsection (1) in respect of each crop year beginning on or after August 1, 1994, the aggregate of the items referred to in paragraphs (a) and (b) of that definition shall be deemed to be eighty-five per cent of the aggregate as otherwise determined.

PARTIE III

SUBVENTIONS AU TRANSPORT

*Loi sur les subventions au transport des marchandises dans la Région atlantique*L.R., ch.
A-15

15. Les paragraphes 4(1) et (1.1) de la *Loi sur les subventions au transport des marchandises dans la Région atlantique* sont remplacés par ce qui suit :

1993, ch. 13,
art. 14

4. (1) Le taux de vingt pour cent mentionné dans la *Loi sur les taux de transport des marchandises dans les provinces Maritimes* en rapport avec l'abaissement des tarifs pour les mouvements préférés du trafic visés à l'alinéa 4(1)b) ou d) de cette loi est réputé être de vingt-huit et demi pour cent pour ces mouvements préférés, et les paiements, sur le Trésor, aux compagnies de chemin de fer à titre de compensation pour le maintien du taux abaissé en rapport avec ces mouvements préférés doivent être effectués sur la base de ce taux de vingt-huit et demi pour cent.

Taux abaissés
pour la
compensation*Loi sur le transport du grain de l'Ouest*

L.R., ch. W-8

16. Le paragraphe 55(5) de la *Loi sur le transport du grain de l'Ouest* est remplacé par ce qui suit :

1993, ch. 13,
art. 16

(5) Pour l'application de la définition de « engagement financier de l'État » à la campagne agricole commençant le 1^{er} août 1993, le total des éléments visés aux alinéas a) et b) de cette définition est réputé être égal à quatre-vingt-dix pour cent du total déterminé par ailleurs.

Engagement
financier de
l'État :
campagne
agricole
1993-1994

(6) Pour l'application de la définition de « engagement financier de l'État » à chaque campagne agricole commençant le 1^{er} août 1994 ou après cette date, le total des éléments visés aux alinéas a) et b) de cette définition est réputé être égal à quatre-vingt-cinq pour cent du total déterminé par ailleurs.

Engagement
financier de
l'État pour
les
campagnes
agricoles
subséquentes

Order re rate scale for 1994-95 crop year

(7) Notwithstanding any provision of this Act or of any other Act of Parliament other than subsection 27(2) of the *National Transportation Act, 1987*, and notwithstanding any previous order made under section 35, the Commission shall, in accordance with that section and sections 36 and 37 and not later than fifteen days after the coming into force of subsection (6), by order, vary the order prescribing the annual rate scale for the crop year beginning on August 1, 1994, and notwithstanding any tariff filed and published pursuant to section 43, every railway company shall file and publish the new tariff in respect of the crop year beginning on August 1, 1994 in accordance with section 43 not later than fifteen days after the varying order is made.

(7) Malgré toute autre disposition de la présente loi ou toute autre loi fédérale, à l'exception du paragraphe 27(2) de la *Loi de 1987 sur les transports nationaux*, et malgré toute ordonnance prise antérieurement sous le régime de l'article 35, la Commission, conformément à ce dernier article et aux articles 36 et 37, modifie par ordonnance, au plus tard quinze jours après l'entrée en vigueur du paragraphe (6), le barème annuel fixé pour la campagne agricole commençant le 1^{er} août 1994; malgré tout tarif déposé et publié sous le régime de l'article 43, les compagnies de chemin de fer déposent et publient le nouveau tarif pour cette campagne conformément à ce dernier article au plus tard quinze jours après la prise de l'ordonnance.

Ordonnance : barème pour la campagne agricole 1994-1995

1993, c. 13, s. 17

17. Section 63.1 of the Act is replaced by the following:

63.1 For the purposes of this Act, the shipper share limitation adjustment, in respect of the 1993, 1994, 1995 and 1996 calendar years, is zero.

17. L'article 63.1 de la même loi est remplacé par ce qui suit :

63.1 Pour l'application de la présente loi, le rajustement limitant la part des expéditeurs en 1993, 1994, 1995 et 1996 est égal à zéro.

1993, ch. 13, art. 17

Rajustement limitant la part des expéditeurs en 1993, 1994, 1995 et 1996

Shipper share limitation adjustment for 1993, 1994, 1995 and 1996

PART IV

BORROWING AUTHORITY

Broadcasting Act

18. The *Broadcasting Act* is amended by adding the following after section 46:

46.1 (1) The Corporation may, with the approval of the Minister of Finance, borrow money by any means, including the issuance and sale of bonds, debentures, notes and any other evidence of indebtedness of the Corporation.

(2) At the request of the Corporation, the Minister of Finance may, out of the Consolidated Revenue Fund, lend money to the Corporation on such terms and conditions as that Minister may fix.

1991, c. 11

Debt obligations

Loans to the Corporation

PARTIE IV

POUVOIR D'EMPRUNT

Loi sur la radiodiffusion

18. La *Loi sur la radiodiffusion* est modifiée par adjonction, après l'article 46, de ce qui suit :

46.1 (1) Sous réserve de l'approbation du ministre des Finances, la Société peut contracter des emprunts par tout moyen, entre autres par l'émission et la vente de ses titres de créance — notamment obligations de toutes sortes, certificats de placement et effets de commerce.

(2) À la demande de la Société, le ministre des Finances peut lui consentir, aux conditions qu'il fixe, des prêts sur le Trésor.

1991, ch. 11

Emprunts

Prêt de l'État

Total indebtedness

(3) The total indebtedness outstanding in respect of borrowings under subsections (1) and (2) shall not exceed

(a) \$25,000,000; or

(b) such greater amount as may be authorized for the purposes of this subsection by Parliament under an appropriation Act.

19. The Act is amended by adding the following after section 52:

52.1 Notwithstanding the *Financial Administration Act*, Part VII of that Act does not apply to a debt incurred by the Corporation.

20. (1) Subsection 54(3) of the Act is amended by striking out the word “and” at the end of paragraph (b), by adding the word “and” at the end of paragraph (c) and by adding the following after paragraph (c):

(d) where the Corporation intends to borrow money in the next financial year, a general indication of the borrowing plans and strategies of the Corporation for that year.

(2) Section 54 of the Act is amended by adding the following after subsection (3):

(3.1) Where the Corporation includes a general indication of its plans to borrow money in its corporate plan, the Corporation shall submit that part of its corporate plan to the Minister of Finance for that Minister's approval.

Approval of Minister of Finance

(3) Le passif réel de la Société résultant des prêts qui lui ont été consentis sous le régime des paragraphes (1) et (2) ne peut dépasser 25 000 000 \$, ce montant pouvant toutefois être augmenté par une loi de crédits.

19. La même loi est modifiée par adjonction, après l'article 52, de ce qui suit :

52.1 Par dérogation à la *Loi sur la gestion des finances publiques*, la partie VII de cette loi ne s'applique pas aux dettes contractées par la Société.

20. (1) Le paragraphe 54(3) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

(3) Le plan comporte, notamment, outre les budgets d'investissement et de fonctionnement de la Société pour l'exercice suivant, l'énoncé de sa mission figurant dans la présente loi, de ses objectifs pour les cinq prochaines années — globalement et individuellement —, y compris les moyens de leur mise en oeuvre, et de ses prévisions de résultat pour l'année courante par rapport aux objectifs correspondants mentionnés au dernier plan. Dans le cas où la Société a l'intention de contracter des emprunts pour l'exercice suivant, elle en fait état dans le plan et donne une indication générale de ses projets et de ses règles d'action pour l'année visée.

(2) L'article 54 de la même loi est modifié par adjonction, après le paragraphe (3), de ce qui suit :

(3.1) Si le plan indique une intention de contracter des emprunts, la Société est tenue de présenter au ministre des Finances, pour approbation, la partie du plan qui en fait état.

Plafond

Non-application de la partie VII de la *Loi sur la gestion des finances publiques*

Contenu

Approbation du ministre des Finances

PART V

PARTIE V

UNEMPLOYMENT INSURANCE

ASSURANCE-CHÔMAGE

R.S., c. U-1

*Unemployment Insurance Act**Loi sur l'assurance-chômage*

L.R., ch. U-1

1990, c. 40,
s. 4(1)

21. The definition “disentitled” in subsection 5(1) of the *Unemployment Insurance Act* is replaced by the following:

21. La définition de « inadmissible », au paragraphe 5(1) de la *Loi sur l'assurance-chômage*, est remplacée par ce qui suit :

1990, ch. 40,
par. 4(1)“disen-
titled”
« inad-
missible »

“disentitled” means to be not entitled under section 12, 14, 17, 28.1, 28.2, 28.3, 31, 32, 40 or 41 or under a regulation;

« inadmissible » Non admissible en vertu de l'un ou l'autre des articles 12, 14, 17, 28.1, 28.2, 28.3, 31, 32, 40 ou 41 ou en vertu d'un règlement.

« inad-
missible »
“disen-
titled”1993, c. 13,
s. 18

22. Subsections 13(1) and (1.1) of the Act are replaced by the following:

22. Les paragraphes 13(1) et (1.1) de la même loi sont remplacés par ce qui suit :

1993, ch. 13,
art. 18Rate of
benefit

13. (1) The rate of weekly benefit payable to a claimant for a week of unemployment that falls in the claimant's benefit period is an amount equal to

13. (1) Le taux des prestations hebdomadaires qui peuvent être versées à un prestataire pour une semaine de chômage qui tombe dans sa période de prestations est une somme égale :

Taux des
prestations

(a) 55 per cent of the claimant's average weekly insurable earnings in the claimant's qualifying weeks, in the case of a claimant in respect of whom paragraph (b) does not apply; or

a) dans les cas non visés à l'alinéa b), à cinquante-cinq pour cent de sa rémunération hebdomadaire assurable moyenne au cours de ses semaines de référence;

(b) in any case where it is established, in such manner as the Commission may direct, that the prescribed circumstances exist in relation to one or more persons who are dependants of the claimant or of the spouse of the claimant or that, in the opinion of the Commission, even though the prescribed circumstances do not exist, the claimant or the spouse of the claimant supports one or more persons who are dependants of the claimant or of the spouse of the claimant,

b) s'il est établi, de la manière que la Commission peut l'exiger, que les circonstances prescrites existent en ce qui a trait à des personnes à la charge du prestataire ou de son conjoint ou si elle est d'avis que, même si ces circonstances n'existent pas, le prestataire ou son conjoint subvient aux besoins d'au moins une personne à sa charge :

(i) 60 per cent of the claimant's average weekly insurable earnings in the claimant's qualifying weeks, if the claimant's average weekly insurable earnings during his or her qualifying weeks do not exceed 50 per cent of the maximum weekly insurable earnings for the year in which the benefit period is established, or

(i) à soixante pour cent de sa rémunération hebdomadaire assurable moyenne pour ses semaines de référence si celle-ci n'a pas dépassé cinquante pour cent du maximum de la rémunération hebdomadaire assurable pour l'année au cours de laquelle la période de prestations est établie,

(ii) the greater of 55 per cent of the claimant's average weekly insurable earnings in the claimant's qualifying weeks and 30 per cent of the maximum weekly insurable earnings for the year in which the benefit period is established, if the claimant's average weekly insurable

(ii) au plus élevé des montants suivants : cinquante-cinq pour cent de sa rémunération hebdomadaire assurable moyenne pour ses semaines de référence, d'une part, et trente pour cent du maximum de la rémunération hebdomadaire assurable pour l'année au cours de laquelle la période de prestations est établie, d'autre part, si sa rémunération hebdomadaire

earnings during his or her qualifying weeks exceed 50 per cent of the maximum weekly insurable earnings for that year.

23. The Act is amended by adding the following after section 28:

28.1 (1) Notwithstanding section 28, a claimant who is suspended from his or her employment by reason of his or her own misconduct is deemed not to have lost that employment by reason of his or her own misconduct within the meaning of that section.

(2) A claimant described in subsection (1) is not entitled to receive benefit until

- (a) the period of suspension expires;
- (b) the claimant loses or voluntarily leaves his or her employment; or
- (c) the claimant, after the beginning of the period of suspension, accumulates with another employer the number of weeks of insurable employment required under section 6 in order to qualify to receive benefit under this Act.

28.2 (1) Notwithstanding section 28, a claimant who voluntarily takes a period of leave from his or her employment without just cause is deemed not to have voluntarily left that employment without just cause within the meaning of that section if, before or after the beginning of the period of leave,

- (a) the period of leave was authorized by the employer; and
- (b) the claimant and the employer agreed as to the day on which the claimant would resume employment.

(2) A claimant described in subsection (1) is not entitled to receive benefit until

- (a) the claimant resumes employment;
- (b) the claimant loses or voluntarily leaves his or her employment; or
- (c) the claimant, after the beginning of the period of leave, accumulates with another employer the number of weeks of insurable employment required under section 6 in order to qualify to receive benefit under this Act.

assurable moyenne au cours de ses semaines de référence a dépassé cinquante pour cent du maximum de la rémunération hebdomadaire assurable pour cette année.

23. La même loi est modifiée par adjonction, après l'article 28, de ce qui suit :

28.1 (1) Malgré l'article 28, le prestataire suspendu en raison de sa propre inconduite n'est pas considéré comme ayant perdu son emploi en raison de sa propre inconduite au sens de cet article.

(2) Ce prestataire n'est pas admissible au bénéfice des prestations avant, selon le cas :

- a) la fin de la période de suspension;
- b) la perte de son emploi ou son départ volontaire;
- c) le cumul chez un autre employeur, depuis le début de cette période, du nombre de semaines d'emploi assurable exigé à l'article 6.

28.2 (1) Malgré l'article 28, le prestataire qui prend volontairement une période de congé sans justification n'est pas considéré comme ayant quitté son emploi sans justification au sens de cet article si, avant ou après le début de cette période :

- a) d'une part, celle-ci a été autorisée par l'employeur;
- b) d'autre part, l'employeur et lui sont convenus d'une date de reprise d'emploi.

(2) Ce prestataire n'est pas admissible au bénéfice des prestations avant, selon le cas :

- a) la reprise de son emploi;
- b) la perte de son emploi ou son départ volontaire;
- c) le cumul chez un autre employeur, depuis le début de la période de congé, du nombre de semaines d'emploi assurable exigé à l'article 6.

Suspension
from
employment

Disenti-
tlement

Leave

Disenti-
tlement

Suspension

Inadmissibi-
lité

Congé

Inadmissibi-
lité

Anticipated
loss of
employment

28.3 (1) Notwithstanding section 28, a claimant who, within three weeks before

(a) the expiration of a term of employment, in the case of employment for a fixed term, or

(b) the day on which the claimant is to be laid off according to a notice already given by the employer to the claimant,

loses his or her employment by reason of his or her own misconduct or voluntarily leaves his or her employment without just cause is deemed not to have lost that employment by reason of his or her own misconduct or to have voluntarily left that employment without just cause within the meaning of that section.

Disenti-
tlement

(2) A claimant described in subsection (1) is not entitled to receive benefit until the expiration of the term of employment or the day on which the claimant was to be laid off.

Suspension of
disenti-
tlement

28.4 A disentitlement under section 28.1, 28.2 or 28.3 is suspended during any week for which the claimant is otherwise entitled to benefit for any reason referred to in subsection 11(3).

24. Section 40 of the Act is amended by adding the following after subsection (1):

Benefit of the
doubt

(1.1) Notwithstanding paragraph (1)(b), the Commission shall give the benefit of the doubt to a claimant on the issue of whether any circumstances or conditions exist that have the effect of disentitling the claimant under section 28.1, 28.2 or 28.3 or disqualifying the claimant under section 28, if the evidence on each side of the issue is equally balanced.

25. Section 44 of the Act is amended by adding the following after paragraph (q.1):

(q.2) defining and determining who is

(i) a dependant of a claimant or of a spouse of a claimant, or

(ii) a spouse of a claimant;

28.3 (1) Malgré l'article 28, le prestataire qui perd son emploi en raison de sa propre inconduite ou qui le quitte volontairement sans justification n'est pas considéré comme tel au sens de cet article si cet événement se produit dans les trois semaines précédant :

a) la fin de son contrat de travail, si celui-ci est à durée déterminée;

b) la date de son licenciement, dans le cas où son employeur lui a déjà donné le préavis correspondant.

(2) Ce prestataire n'est pas admissible au bénéfice des prestations avant la fin de son contrat ou le jour prévu pour son licenciement.

28.4 L'inadmissibilité visée aux articles 28.1, 28.2 et 28.3 est suspendue pendant les semaines pour lesquelles le prestataire établit avoir autrement droit à des prestations pour une raison mentionnée au paragraphe 11(3).

24. L'article 40 de la même loi est modifié par adjonction, après le paragraphe (1), de ce qui suit :

(1.1) Malgré l'alinéa (1)b), la Commission accorde le bénéfice du doute au prestataire dans la détermination de l'existence de circonstances ou de conditions ayant pour effet de le rendre inadmissible au bénéfice des prestations aux termes des articles 28.1, 28.2 ou 28.3, ou de l'en exclure aux termes de l'article 28, si les éléments de preuve présentés de part et d'autre à cet égard sont équivalents.

25. L'article 44 de la même loi est modifié par adjonction, après l'alinéa q.1), de ce qui suit :

q.2) définissant et déterminant :

(i) la qualité de personne à charge du prestataire ou de son conjoint,

(ii) la qualité de conjoint du prestataire;

Perte
d'emploi
anticipée

Inadmissi-
bilité

Suspension
de l'inadmis-
sibilité

Règles
régissant la
preuve

1991, c. 51,
s. 6

26. Section 48.1 of the Act is replaced by the following:

48.1 Notwithstanding section 48, the rate of premium that persons employed in insurable employment are required to pay is

- (a) for the year 1995, 3 per cent of insurable earnings in that year; and
- (b) for the year 1996, 3 per cent of insurable earnings in that year or such lesser percentage of insurable earnings in that year as may be fixed by order of the Governor in Council.

27. The Act is amended by adding the following after Part III:

PART III.1

PILOT PROJECTS

75.1 Notwithstanding anything in this Act, the Commission may, with the approval of the Governor in Council, make such regulations as it deems necessary respecting the establishment and operation of pilot projects for testing whether or which possible amendments to this Act or the regulations would make this Act or the regulations more consistent with current industry employment practices, trends or patterns or would improve service to the public, including regulations

- (a) respecting the time and manner in which employers are to supply their employees or former employees or the Commission with information on the employment history of those employees or former employees;
- (b) providing for the use in a pilot project
 - (i) of gross earnings, as defined by regulation, or prescribed amounts that are functions of gross earnings, as so defined, for any purpose for which insurable earnings, maximum insurable earnings or average weekly insurable earnings are relevant to the operation of this Act, or
 - (ii) of periods of time other than weeks, for any purpose for which a period of weeks or a number of weeks is relevant to the operation of this Act;

Pilot projects

26. L'article 48.1 de la même loi est remplacé par ce qui suit :

48.1 Par dérogation à l'article 48, le taux de cotisation que les personnes exerçant un emploi assurable doivent verser au cours de :

- a) l'année 1995 est de 3 pour cent des rémunérations assurables de cette année;
- b) l'année 1996 est de 3 pour cent des rémunérations assurables de cette année ou tout pourcentage inférieur des rémunérations assurables de cette année pouvant être fixé par décret du gouverneur en conseil.

27. La même loi est modifiée par adjonction, après la partie III, de ce qui suit :

PARTIE III.1

PROJETS PILOTES

75.1 Nonobstant les autres dispositions de la présente loi, la Commission peut, avec l'approbation du gouverneur en conseil, prendre les règlements, qu'elle juge nécessaires, visant l'établissement et le fonctionnement de projets pilotes ayant pour but de déterminer, après mise à l'essai, quelles modifications pourraient être apportées à la présente loi ou à ses règlements afin de les harmoniser avec les pratiques, les tendances et les modèles suivis par l'industrie en matière d'emploi ou d'améliorer les services offerts à la population, notamment :

- a) concernant les modalités de temps ou autre selon lesquelles un employeur remet à ses employés, actuels ou anciens, ou à la Commission l'information relative à leurs services;
- b) prévoyant, dans le cadre d'un projet pilote, la prise en compte, selon le cas :
 - (i) d'une rémunération brute, au sens prévu par règlement, ou de montants prescrits en fonction de celle-ci, dans tous les cas où la présente loi prend en compte une rémunération assurable, un maximum de la rémunération assurable ou une rémunération hebdomadaire assurable moyenne,

1991, ch. 51,
art. 6

Taux de
cotisation
pour 1995 et
1996

Projets
pilotes

(c) providing for the application of a pilot project in respect of one or more of the following:

- (i) prescribed employers or groups or classes of employers, including groups or classes consisting of randomly selected employers,
- (ii) prescribed areas, or
- (iii) prescribed claimants, employees, former employees or groups or classes of claimants, employees or former employees, including groups or classes consisting of randomly selected claimants, employees or former employees; and

(d) respecting the manner in which and the extent to which any provision of this Act or the regulations applies in respect of a pilot project, and adapting any such provision for the purposes of that application.

75.2 (1) The Commission may, with the approval of the Governor in Council, make regulations

(a) notwithstanding anything in this Act, respecting the supplying of information for claims for benefit or for other purposes under this Act, and the making of claims for benefit, in electronic or other form on a trial basis, including

- (i) the information that may be supplied in electronic or other form,
- (ii) the persons or groups or classes of persons by whom it may be supplied,
- (iii) the signature in electronic or other form of documents or the execution, adoption or authorization of documents in a manner that pursuant to the regulations is to have the same effect for the purposes of this Act as signature, and
- (iv) the time and date when information supplied in electronic or other form is deemed to be received; and

(b) notwithstanding subsection 117(2), providing for the payment of amounts as or on account of benefits under this Act on a trial basis by electronic instructions to financial

(ii) de périodes autres que la semaine dans tous les cas où la présente loi prend en compte celle-ci ou ses multiples;

c) prévoyant l'application d'un projet pilote à l'égard de l'une ou plusieurs des catégories suivantes :

- (i) des employeurs ou des groupes ou catégories d'employeurs, notamment des groupes ou catégories d'employeurs choisis au hasard, visés par règlement,
- (ii) des régions visées par règlement,
- (iii) des prestataires, des employés, actuels ou anciens, ou des groupes ou catégories de prestataires ou d'employés, actuels ou anciens, notamment ceux choisis au hasard, visés par règlement;

d) prévoyant selon quelles modalités et dans quelle mesure telles dispositions de la présente loi ou de ses règlements s'appliquent à un projet pilote et adaptant ces dispositions à cette application.

75.2 (1) La Commission peut, avec l'approbation du gouverneur en conseil, prendre des règlements :

a) nonobstant les autres dispositions de la présente loi, concernant, à titre expérimental, la fourniture d'information à l'égard d'une demande de prestations ou à toute autre fin de la présente loi, ainsi que la présentation d'une telle demande, sous forme électronique ou autre, notamment en ce qui touche :

- (i) l'information qui peut être fournie,
- (ii) les personnes ou les groupes ou catégories de personnes qui peuvent la fournir,
- (iii) les modalités de signature, sous forme électronique ou autre, et ce qui peut tenir lieu de signature,
- (iv) la date et l'heure de réception réputés d'une telle information;

b) nonobstant le paragraphe 117(2), prévoyant, à titre expérimental, le versement de sommes à titre ou au compte de prestations en vertu de la présente loi par ordre adressé par voie électronique à une institution financière, ainsi que les adaptations ou

Electronic filing, etc.

Présentation sous forme électronique

institutions and, in consequence, providing for the adaptation of section 36 and paragraphs 103(1)(e) and (f) to payments made by such instructions or amending that section or those paragraphs.

Extent of authority

(2) A regulation made pursuant to this section may be general or restricted to a specified area or a group or class of persons.

Expiration of regulations

75.3 A regulation made pursuant to this Part that is not repealed ceases to have effect three years after it comes into force.

1990, c. 40, s. 54

28. The schedule to the Act is replaced by the schedule set out in the schedule to this Act.

PART VI

TRANSITIONAL, CONDITIONAL AMENDMENT AND COMING INTO FORCE

Transitional

Application of new rules

29. (1) Subject to section 31, any provision of the *Unemployment Insurance Act* as enacted by Part V of this Act, other than section 27, applies only in respect of benefit periods that are established after that provision comes into force.

Idem

(2) Sections 28.1 to 28.4 of the *Unemployment Insurance Act* apply, in addition to their application in respect of benefit periods that are established after those sections come into force, in respect of

- (a) periods of suspension that begin after those sections come into force;
- (b) periods of leave that begin after those sections come into force; and
- (c) claimants who after those sections come into force lose their employment by reason of their own misconduct or voluntarily leave their employment without just cause.

Continuation of old rules re rate of benefit

30. The rate of weekly benefit payable to a claimant for a week of unemployment that falls in a benefit period that was established before section 22 of this Act comes into force is an amount equal to the following percent-

modifications à apporter en conséquence à l'article 36 et aux alinéas 103(1)(e) et (f).

(2) Un règlement pris en vertu du présent article peut être général ou limité à une région spécifiée, à un groupe ou à une catégorie de personnes.

Étendue du pouvoir réglementaire

75.3 La durée d'application d'un règlement pris en vertu de la présente partie est, sauf abrogation anticipée, de trois ans.

Durée d'application d'un règlement

28. L'annexe de la même loi est remplacée par celle figurant à l'annexe de la présente loi.

1990, ch. 40, art. 54

PARTIE VI

DISPOSITIONS TRANSITOIRES ET CONDITIONNELLES ET ENTRÉE EN VIGUEUR

Dispositions transitoires

29. (1) Sous réserve de l'article 31, et à l'exception de l'article 27, les dispositions de la *Loi sur l'assurance-chômage* édictées par la partie V de la présente loi ne s'appliquent qu'à l'égard des périodes de prestations établies après leur entrée en vigueur.

Application des nouvelles règles

(2) Les articles 28.1 à 28.4 de la *Loi sur l'assurance-chômage* s'appliquent également à l'égard :

Idem

- a) de périodes de suspension débutant après leur entrée en vigueur;
- b) de périodes de congé débutant après leur entrée en vigueur;
- c) d'un prestataire qui, après leur entrée en vigueur, perd son emploi en raison de sa propre inconduite ou le quitte volontairement sans justification.

30. Le taux des prestations hebdomadaires qui peuvent être versées à un prestataire pour une semaine de chômage qui tombe dans une période de prestations établie avant l'entrée en vigueur de l'article 22 est

Application des anciennes règles à l'égard des taux de prestations

age of the claimant's average weekly insurable earnings in the claimant's qualifying weeks:

(a) 60 per cent, in the case of a benefit period that was established before April 4, 1993; and

(b) 57 per cent, in the case of a benefit period that was established after April 3, 1993.

Transitional re-
weeks for
which benefit
may be paid

31. (1) Subject to subsection (2), Table 2 of the schedule to the *Unemployment Insurance Act*, as enacted by section 28 of this Act, applies only in respect of benefit periods that are established after that section comes into force.

Idem

(2) Subject to subsections (3) and (4), where a benefit period was established after April 2, 1994 and before the coming into force of section 28 of this Act, the maximum number of weeks for which benefit may be paid in the benefit period for any reasons other than those referred to in subsection 11(3) of the *Unemployment Insurance Act* shall be determined in accordance with Table 2 of the schedule to that Act, as enacted by section 28 of this Act, by reference to the regional rate of unemployment that applied to the claimant on the day on which the benefit period was established and the number of weeks of insurable employment of the claimant in the claimant's qualifying period.

Idem

(3) A claimant with less than twelve weeks of insurable employment in his or her qualifying period for whom a benefit period was established after April 2, 1994 and before the coming into force of section 28 of this Act is deemed for the purposes of subsection (2) to have twelve weeks of insurable employment in his or her qualifying period.

Idem

(4) Where the result of subsection (2) would be that the maximum number of weeks for which benefit might be paid in a benefit period is less than the number of weeks for which benefit has been paid before the coming into force of section 28, the last week for which benefit may be paid in that benefit period is the week before the week in which that section comes into force.

une somme égale au pourcentage suivant de sa rémunération hebdomadaire assurable moyenne au cours de ses semaines de référence :

a) soixante pour cent pour une période de prestations établie avant le 4 avril 1993;

b) cinquante-sept pour cent pour une période de prestations établie après le 3 avril 1993.

31. (1) Sous réserve du paragraphe (2), le tableau 2 de l'annexe de la *Loi sur l'assurance-chômage*, édicté par l'article 28 de la présente loi, ne s'applique qu'à l'égard de périodes de prestations établies après l'entrée en vigueur de cet article.

Dispositions
transitoires
relatives aux
semaines où
des
prestations
peuvent être
versées

Idem

(2) Sous réserve des paragraphes (3) et (4), le nombre maximal de semaines pendant lesquelles des prestations peuvent être versées au cours d'une période de prestations pour toute raison autre que celles visées au paragraphe 11(3) de la *Loi sur l'assurance-chômage* est déterminé, dans le cas d'une période de prestations établie entre le 2 avril 1994 et la date d'entrée en vigueur de l'article 28 de la présente loi, à l'aide du tableau 2 de l'annexe de cette loi, édicté par cet article, en utilisant le taux régional de chômage applicable au prestataire à la date de l'établissement de cette période et le nombre de ses semaines d'emploi assurable au cours de sa période de référence.

Idem

(3) Le prestataire qui compte moins de douze semaines d'emploi assurable au cours de sa période de référence, et à l'égard de qui une période de prestations a été établie entre le 2 avril 1994 et la date d'entrée en vigueur de l'article 28 de la présente loi, est réputé en compter douze pour l'application du paragraphe (2).

Idem

(4) La dernière semaine pendant laquelle des prestations peuvent être versées au cours d'une période de prestations est la semaine précédant celle au cours de laquelle l'article 28 entre en vigueur si l'application du paragraphe (2) a pour conséquence que le nombre maximal de semaines pendant lesquelles des prestations pourraient

être versées au cours d'une telle période est inférieur au nombre de semaines pendant lesquelles des prestations ont été versées avant l'entrée en vigueur de cet article.

Conditional Amendment

If section 16 not in force by June 16, 1994

32. If section 16 is not in force on or before June 16, 1994, then section 16 is replaced by the following:

16. Section 55 of the *Western Grain Transportation Act* is amended by adding the following after subsection (5):

Government commitment for subsequent crop years

(6) For the purposes of applying the definition "government commitment" in subsection (1) in respect of each crop year beginning on or after August 1, 1995, the aggregate of the items referred to in paragraphs (a) and (b) of that definition shall be deemed to be eighty-five per cent of the aggregate as otherwise determined.

Coming into Force

Coming into force

33. Section 15 comes into force on April 1, 1995.

Coming into force of Part V

34. Part V or any of its provisions or any provision of the *Unemployment Insurance Act* as enacted by that Part comes into force on a day or days to be fixed by order of the Governor in Council.

Disposition conditionnelle

32. L'article 16, s'il n'entre pas en vigueur le 16 juin 1994 ou avant cette date, est remplacé par ce qui suit :

Cas où l'article 16 n'est pas en vigueur le 16 juin 1994

16. L'article 55 de la *Loi sur le transport du grain de l'Ouest* est modifié par adjonction, après le paragraphe (5), de ce qui suit :

(6) Pour l'application de la définition de « engagement financier de l'État » à chaque campagne agricole commençant le 1^{er} août 1995 ou après cette date, le total des éléments visés aux alinéas a) et b) de cette définition est réputé être égal à quatre-vingt-cinq pour cent du total déterminé par ailleurs.

Engagement financier de l'État pour les campagnes agricoles subséquentes

Entrée en vigueur

33. L'article 15 entre en vigueur le 1^{er} avril 1995.

Entrée en vigueur

34. La partie V ou telle de ses dispositions, ou toute disposition de la *Loi sur l'assurance-chômage* édictée par cette partie, entre en vigueur à la date ou aux dates fixées par décret du gouverneur en conseil.

Entrée en vigueur de la partie V

SCHEDULE
(Section 28)

SCHEDULE

TABLE 1
(Subsection 6(2))

Regional Rate of Unemployment	Required Number of Weeks of Insurable Employment
6% and under	20
more than 6.0% but not more than 7.0%	19
more than 7.0% but not more than 8.0%	18
more than 8.0% but not more than 9.0%	17
more than 9.0% but not more than 10.0%	16
more than 10.0% but not more than 11.0%	15
more than 11.0% but not more than 12.0%	14
more than 12.0% but not more than 13.0%	13
more than 13.0%	12

ANNEXE
(article 28)

ANNEXE

TABLEAU 1
(paragraphe 6(2))

Taux régional de chômage	Nombre de semaines d'emploi assurable nécessaire
6% et moins	20
plus de 6,0 % jusqu'à 7,0 %	19
plus de 7,0 % jusqu'à 8,0 %	18
plus de 8,0 % jusqu'à 9,0 %	17
plus de 9,0 % jusqu'à 10,0 %	16
plus de 10,0 % jusqu'à 11,0 %	15
plus de 11,0 % jusqu'à 12,0 %	14
plus de 12,0 % jusqu'à 13,0 %	13
plus de 13,0 %	12

TABLE 2
(Subsection 11(2))

TABLE OF WEEKS OF BENEFIT

Number of Weeks of Insurable Employment	Regional Rate of Unemployment											
	6.0% and under	More than 6.0% but not more than 7.0%	More than 7.0% but not more than 8.0%	More than 8.0% but not more than 9.0%	More than 9.0% but not more than 10.0%	More than 10.0% but not more than 11.0%	More than 11.0% but not more than 12.0%	More than 12.0% but not more than 13.0%	More than 13.0% but not more than 14.0%	More than 14.0% but not more than 15.0%	More than 15.0% but not more than 16.0%	More than 16.0%
12									26	28	30	32
13								24	26	28	30	32
14							23	25	27	29	31	33
15						21	23	25	27	29	31	33
16					20	22	24	26	28	30	32	34
17				18	20	22	24	26	28	30	32	34
18			17	19	21	23	25	27	29	31	33	35
19		15	17	19	21	23	25	27	29	31	33	35
20	14	16	18	20	22	24	26	28	30	32	34	36
21	14	16	18	20	22	24	26	28	30	32	34	36
22	15	17	19	21	23	25	27	29	31	33	35	37
23	15	17	19	21	23	25	27	29	31	33	35	37
24	16	18	20	22	24	26	28	30	32	34	36	38
25	16	18	20	22	24	26	28	30	32	34	36	38
26	17	19	21	23	25	27	29	31	33	35	37	39
27	17	19	21	23	25	27	29	31	33	35	37	39
28	18	20	22	24	26	28	30	32	34	36	38	40
29	18	20	22	24	26	28	30	32	34	36	38	40
30	19	21	23	25	27	29	31	33	35	37	39	41
31	19	21	23	25	27	29	31	33	35	37	39	41
32	20	22	24	26	28	30	32	34	36	38	40	42
33	20	22	24	26	28	30	32	34	36	38	40	42
34	21	23	25	27	29	31	33	35	37	39	41	43
35	21	23	25	27	29	31	33	35	37	39	41	43
36	22	24	26	28	30	32	34	36	38	40	42	44
37	22	24	26	28	30	32	34	36	38	40	42	44
38	23	25	27	29	31	33	35	37	39	41	43	45
39	23	25	27	29	31	33	35	37	39	41	43	45
40	24	26	28	30	32	34	36	38	40	42	44	46
41	25	27	29	31	33	35	37	39	41	43	45	47
42	26	28	30	32	34	36	38	40	42	44	46	48
43	27	29	31	33	35	37	39	41	43	45	47	49
44	28	30	32	34	36	38	40	42	44	46	48	50
45	29	31	33	35	37	39	41	43	45	47	49	50
46	30	32	34	36	38	40	42	44	46	48	50	50
47	31	33	35	37	39	41	43	45	47	49	50	50
48	32	34	36	38	40	42	44	46	48	50	50	50
49	33	35	37	39	41	43	45	47	49	50	50	50
50	34	36	38	40	42	44	46	48	50	50	50	50
51	35	37	39	41	43	45	47	49	50	50	50	50
52	36	38	40	42	44	46	48	50	50	50	50	50

TABLEAU 2
(paragraphe 11(2))
TABLE DES SEMAINES DE PRESTATIONS

Nombre de semaines d'emploi assurable	Taux régional de chômage											
	6,0% et moins	Plus de 6,0% jusqu'à 7,0%	Plus de 7,0% jusqu'à 8,0%	Plus de 8,0% jusqu'à 9,0%	Plus de 9,0% jusqu'à 10,0%	Plus de 10,0% jusqu'à 11,0%	Plus de 11,0% jusqu'à 12,0%	Plus de 12,0% jusqu'à 13,0%	Plus de 13,0% jusqu'à 14,0%	Plus de 14,0% jusqu'à 15,0%	Plus de 15,0% jusqu'à 16,0%	Plus de 16,0%
12									26	28	30	32
13								24	26	28	30	32
14							23	25	27	29	31	33
15						21	23	25	27	29	31	33
16					20	22	24	26	28	30	32	34
17				18	20	22	24	26	28	30	32	34
18			17	19	21	23	25	27	29	31	33	35
19		15	17	19	21	23	25	27	29	31	33	35
20	14	16	18	20	22	24	26	28	30	32	34	36
21	14	16	18	20	22	24	26	28	30	32	34	36
22	15	17	19	21	23	25	27	29	31	33	35	37
23	15	17	19	21	23	25	27	29	31	33	35	37
24	16	18	20	22	24	26	28	30	32	34	36	38
25	16	18	20	22	24	26	28	30	32	34	36	38
26	17	19	21	23	25	27	29	31	33	35	37	39
27	17	19	21	23	25	27	29	31	33	35	37	39
28	18	20	22	24	26	28	30	32	34	36	38	40
29	18	20	22	24	26	28	30	32	34	36	38	40
30	19	21	23	25	27	29	31	33	35	37	39	41
31	19	21	23	25	27	29	31	33	35	37	39	41
32	20	22	24	26	28	30	32	34	36	38	40	42
33	20	22	24	26	28	30	32	34	36	38	40	42
34	21	23	25	27	29	31	33	35	37	39	41	43
35	21	23	25	27	29	31	33	35	37	39	41	43
36	22	24	26	28	30	32	34	36	38	40	42	44
37	22	24	26	28	30	32	34	36	38	40	42	44
38	23	25	27	29	31	33	35	37	39	41	43	45
39	23	25	27	29	31	33	35	37	39	41	43	45
40	24	26	28	30	32	34	36	38	40	42	44	46
41	25	27	29	31	33	35	37	39	41	43	45	47
42	26	28	30	32	34	36	38	40	42	44	46	48
43	27	29	31	33	35	37	39	41	43	45	47	49
44	28	30	32	34	36	38	40	42	44	46	48	50
45	29	31	33	35	37	39	41	43	45	47	49	50
46	30	32	34	36	38	40	42	44	46	48	50	50
47	31	33	35	37	39	41	43	45	47	49	50	50
48	32	34	36	38	40	42	44	46	48	50	50	50
49	33	35	37	39	41	43	45	47	49	50	50	50
50	34	36	38	40	42	44	46	48	50	50	50	50
51	35	37	39	41	43	45	47	49	50	50	50	50
52	36	38	40	42	44	46	48	50	50	50	50	50